

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3^{ème}

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0019>

www.revue-is.org

LA REVANCHE DU SOL SUR LE SOUS-SOL : FAIRE DE L'AGRICULTURE UN LEVIER DE PUISSANCE DANS LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE RDC-ÉTATS- UNIS

Germaine FURAHA M., PhD.

Professeure d'économie – COO, Rikolto International

RÉSUMÉ

Cette étude montre que la République démocratique du Congo doit compléter la valorisation de ses ressources minières par une véritable stratégie de puissance agricole. Malgré ses quelque 80 millions d'hectares de terres arables et une population majoritairement active dans l'agriculture, le pays demeure fortement dépendant des importations alimentaires. Le partenariat stratégique RDC-États-Unis constitue ainsi une occasion de développer une agro-industrie moderne, fondée sur la transformation locale, les investissements, l'innovation, la certification des produits et l'accès au marché américain. Cette orientation permettrait de créer des emplois, de réduire les importations, d'accroître les exportations et de renforcer simultanément la souveraineté alimentaire, l'industrialisation et la résilience économique de la RDC.

Mots-clés : agriculture ; agro-industrie ; partenariat USA-RDC ; souveraineté alimentaire.

ABSTRACT

This study shows that the Democratic Republic of the Congo must complement the development of its mineral resources with a genuine strategy to build agricultural strength. Despite its approximately 80 million hectares of arable land and a population largely engaged in agriculture, the country remains heavily dependent on food imports. The DRC-U.S. strategic partnership thus presents an opportunity to develop a modern agro-industry based on local processing, investment, innovation, product certification, and access to the U.S. market. This approach would create jobs, reduce imports, increase exports, and simultaneously strengthen the DRC's food sovereignty, industrialization, and economic resilience.

Keywords : *agriculture; agribusiness; U.S.–DRC partnership; food sovereignty.*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo occupe une position singulière dans l'économie mondiale. Elle concentre une part considérable des réserves mondiales de cobalt, de cuivre, de lithium, d'or et d'autres minerais stratégiques indispensables à la transition énergétique. Cette richesse géologique a naturellement conduit le partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC à privilégier le développement des chaînes de valeur minières. Cependant, une analyse plus globale révèle que le potentiel agricole national constitue un levier de développement tout aussi stratégique. La RDC dispose d'environ 80 millions d'hectares de terres arables, ce qui représente le deuxième potentiel agricole du continent africain, tandis que près de 70 % de sa population active dépend directement de l'agriculture.

Malgré ces avantages comparatifs, le pays continue d'importer chaque année pour plus d'un milliard de dollars américains de produits alimentaires qui pourraient pourtant être produits localement. Cette contradiction constitue ce que l'on peut qualifier de « paradoxe congolais ». L'objectif de cette étude est de démontrer que la transformation agricole constitue le complément indispensable de la valorisation minière. L'agriculture et les mines doivent ainsi être envisagées comme les deux piliers d'un même projet national de développement, fondé sur la création de valeur ajoutée locale, la diversification économique et la souveraineté alimentaire.

I. CADRE CONCEPTUEL : LA DOUBLE RICHESSE DE LA RDC ET LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE L'AGRICULTURE ET LES MINES

La République démocratique du Congo est généralement perçue comme une puissance minière mondiale. Cette perception se justifie par l'abondance de ses réserves de cobalt, de cuivre, de lithium, d'or et d'autres minerais critiques, qui constituent aujourd'hui le socle du partenariat stratégique conclu avec les États-Unis. Toutefois, cette vision demeure incomplète si elle ne prend pas en considération une seconde richesse tout aussi déterminante : le potentiel agricole national. Le véritable avantage comparatif de la RDC réside ainsi dans la combinaison de son sous-sol et de son sol.

Le sous-sol représente une source importante de devises et d'investissements, tandis que le sol constitue le fondement de la sécurité alimentaire, de la création d'emplois ruraux et de la diversification économique.

Cette approche conduit à une conception intégrée du développement, dans laquelle les ressources minières contribuent au financement de la transformation agricole, tandis que l'agriculture renforce la durabilité de l'économie nationale. La figure 1 illustre la complémentarité entre les ressources minières, les infrastructures stratégiques, notamment le corridor de Lobito, le projet Grand Inga et les réserves d'actifs stratégiques, ainsi que les atouts agricoles du pays, parmi lesquels figurent les 80 millions d'hectares de terres arables, le potentiel exportateur, la biodiversité exceptionnelle et l'importance de la main-d'œuvre agricole.

L'analyse montre également que les deux secteurs peuvent se renforcer mutuellement. Le développement de l'agriculture permet de nourrir durablement la main-d'œuvre industrielle, de réduire les coûts de production, de stabiliser les territoires ruraux, de diminuer les tensions sociales et de contribuer à l'amélioration du capital humain.

Inversement, les investissements issus du secteur minier peuvent financer les infrastructures logistiques, énergétiques et de transport indispensables au développement de l'agro-industrie. Cette complémentarité conduit à l'émergence d'un modèle de puissance duale, dans lequel l'agriculture et les mines deviennent les deux moteurs d'une même stratégie nationale de développement.

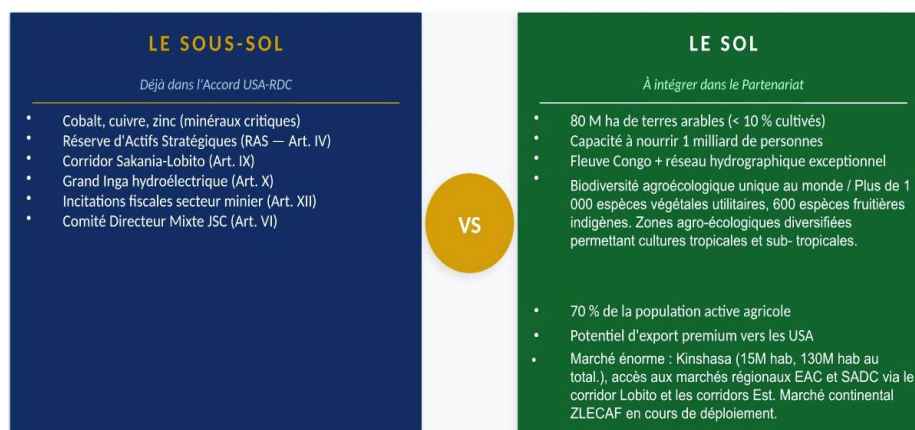


Figure 1. La double richesse de la RDC : le sous-sol et le sol (tirée de la présentation Orale, Germaine FURAHA M. du 23 juin 2026 à la Conférence sur le Partenariat Stratégique USA-RDC à Hilton Hotel Kinshasa)

Cette figure présente les six principales synergies entre les deux secteurs : la souveraineté alimentaire, la stabilité territoriale, le développement du capital humain, la diversification économique, l'amélioration de l'image internationale de la RDC et la mise en place d'infrastructures partagées.

II. OPPORTUNITÉS OFFERTES PAR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

Le partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC ouvre de nouvelles perspectives, non seulement dans le domaine des minerais critiques, mais également dans celui des produits agricoles à forte valeur ajoutée. L'étude identifie plusieurs produits pour lesquels les États-Unis demeurent fortement dépendants des importations. Cette situation représente une opportunité majeure pour la RDC, à condition que celle-ci améliore la productivité de son agriculture, garantisse la qualité sanitaire de ses produits et développe leur transformation locale.

Tableau 1. Principales opportunités d'exportation de produits agricoles vers les États-Unis

Produit	Importations annuelles des États-Unis (USD)	Part importée
Cacao (fèves équivalent)	5 à 8 milliards	>95 %
Café vert	7 à 9 milliards	≈100 %
Vanille naturelle	300 à 600 millions	>90 %
Mangues fraîches	700 millions à 1 milliard	75-85 %
Ananas frais	800 millions à 1,2 milliard	70-85 %
Huile de palme	1,5 à 2,5 milliards	>85 %
Gingembre	150 à 300 millions	80-90 %
Noix de cajou	1 à 2 milliards	>90 %
Miel	400 à 700 millions	50-60 %
Moringa (poudre et dérivés)	100 à 300 millions	>80 %

Ces données montrent que plusieurs filières agricoles congolaises disposent d'avantages compétitifs naturels. Toutefois, la simple production primaire ne suffira pas à produire un impact significatif sur le développement national. L'essentiel de la valeur ajoutée réside dans la transformation locale, la certification internationale, la maîtrise de la logistique et l'accès aux chaînes de valeur mondiales. Ainsi, la stratégie proposée consiste à faire évoluer la RDC du statut de simple fournisseur de matières premières vers celui d'exportateur de produits agroalimentaires transformés.

L'analyse du marché américain révèle l'existence d'importantes possibilités pour les exportations agricoles congolaises. Les États-Unis demeurent fortement dépendants des importations pour plusieurs produits tropicaux pour lesquels la République démocratique du Congo dispose d'avantages agroécologiques comparatifs (USDA, 2024 ; ITC, 2024). Comme l'illustre le tableau 1, les importations américaines de cacao représentent entre 5 et 8 milliards de dollars américains par an, avec un taux de dépendance supérieur à 95 % vis-à-vis des

marchés extérieurs. Celles du café vert atteignent entre 7 et 9 milliards de dollars américains, les États-Unis important pratiquement la totalité de leur consommation (USDA, 2024).

La vanille naturelle constitue également une filière prometteuse, avec un marché américain estimé entre 300 et 600 millions de dollars américains et une dépendance extérieure supérieure à 90 %. Les fruits tropicaux offrent des perspectives similaires : les importations de mangues fraîches varient entre 700 millions et 1 milliard de dollars américains, contre 800 millions à 1,2 milliard de dollars américains pour les ananas frais. Les taux de dépendance aux importations oscillent respectivement entre 75 et 85 % pour les mangues et entre 70 et 85 % pour les ananas (International Trade Centre, 2024).

Les produits oléagineux et les cultures de diversification présentent également un important potentiel économique. Les États-Unis importent chaque année entre 1,5 et 2,5 milliards de dollars américains d'huile de palme, plus de 85 % de leurs besoins étant couverts par les importations. Les marchés du gingembre, estimés entre 150 et 300 millions de dollars américains, des noix de cajou, entre 1 et 2 milliards, du miel, entre 400 et 700 millions, ainsi que du moringa, entre 100 et 300 millions, confirment également l'existence d'une demande soutenue susceptible d'être satisfaite par une offre congolaise compétitive (FAO, 2023 ; USDA, 2024).

Ces résultats confirment que la RDC possède les conditions naturelles nécessaires pour devenir un fournisseur stratégique de produits agricoles tropicaux destinés au marché nord-américain. Toutefois, la littérature économique montre que la compétitivité internationale repose moins sur l'exportation de matières premières que sur leur transformation locale, la normalisation de la qualité, la certification sanitaire et la maîtrise des chaînes logistiques (PORTER, 1990 ; WORLD BANK, 2023). Ainsi, l'objectif stratégique ne consiste pas uniquement à accroître la production agricole, mais également à développer une véritable agro-industrie intégrée, capable de créer davantage de valeur ajoutée sur le territoire national.

Cette orientation est conforme aux conclusions de la présentation, selon lesquelles la RDC doit progressivement passer d'un modèle fondé sur l'exportation de ressources brutes à un modèle reposant sur la transformation locale, susceptible de créer des emplois, d'accroître les recettes fiscales et de renforcer la résilience économique du pays (FURAHA, 2026).

III. DE L'AGRICULTURE ASSISTÉE À L'AGRO-INDUSTRIE

L'un des messages centraux de la présentation concerne le changement de paradigme dans la manière de concevoir l'agriculture. Pendant plusieurs décennies, l'agriculture africaine a principalement été abordée sous un angle social. Les politiques publiques privilégiaient les subventions, les projets de développement et les interventions des organisations non gouvernementales.

Cette approche a permis d'obtenir certaines améliorations à l'échelle locale, mais elle n'a pas produit la transformation économique attendue. La nouvelle vision consiste désormais à considérer l'agriculture comme une véritable industrie, capable de créer plusieurs millions d'emplois, d'assurer la sécurité alimentaire, de réduire les importations, d'accroître les exportations et de contribuer durablement au financement du développement national. Cette transition peut être résumée par un modèle économique progressif :

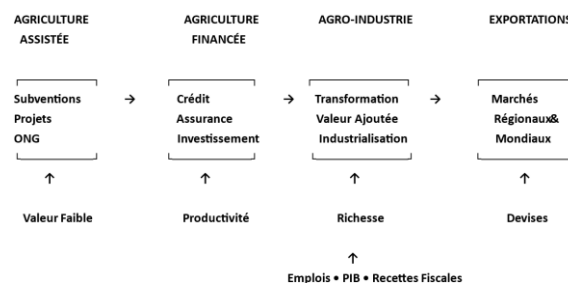


Figure 2. Du modèle d'assistance au modèle de création de richesse

IV. DISCUSSION

Les expériences internationales montrent que la richesse minière ne constitue pas, à elle seule, un facteur suffisant de développement économique durable. Les pays ayant réussi leur transformation structurelle ont généralement combiné l'exploitation de leurs ressources naturelles avec le développement d'une agriculture performante, une industrialisation progressive et une forte intégration aux chaînes de valeur mondiales (WORLD BANK, 2023 ; FAO, 2023). Trois exemples particulièrement instructifs peuvent être retenus : l'Indonésie, le Brésil et l'Australie. Bien que ces pays disposent d'importantes ressources minières, ils ont simultanément investi dans l'agriculture afin d'en faire un moteur de diversification économique.

L'Indonésie est devenue le premier exportateur mondial d'huile de palme, tout en maintenant un secteur minier performant. Le Brésil est passé, en quelques décennies, du statut d'importateur de produits alimentaires à celui de puissance

agroalimentaire mondiale, grâce à des investissements soutenus dans la recherche agronomique, la mécanisation et l'innovation (EMBRAPA, 2022). L'Australie, quant à elle, a développé une agriculture fortement mécanisée et orientée vers l'exportation, malgré un environnement climatique contraignant (OECD, 2023).

Ces expériences montrent que l'agriculture devient un véritable moteur de croissance lorsqu'elle est considérée comme une industrie plutôt que comme un simple secteur à vocation sociale. Cette évolution rejoint également les analyses de PORTER (1990), selon lesquelles la compétitivité internationale dépend de la capacité d'un pays à développer des chaînes de valeur intégrées, plutôt qu'à se limiter à l'exportation de matières premières. Dans cette perspective, la RDC doit dépasser le modèle traditionnel de l'agriculture de subsistance.

Pendant plusieurs décennies, les politiques agricoles ont principalement reposé sur les subventions, les projets financés par les partenaires techniques et les interventions ponctuelles des organisations non gouvernementales. Bien que ces initiatives aient contribué à améliorer certaines conditions de production, elles n'ont pas permis d'engager une véritable transformation structurelle de l'économie rurale (BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, 2024).

Ainsi, l'agriculture ne doit plus être considérée comme un secteur d'assistance. Elle constitue désormais une industrie stratégique capable de créer plusieurs millions d'emplois directs et indirects, d'améliorer durablement les revenus des producteurs, de réduire les importations alimentaires, d'accroître les exportations, d'augmenter les recettes fiscales et de soutenir l'industrialisation nationale.

V. L'AGRO-INDUSTRIE COMME PILIER DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA RDC

Le partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC offre un cadre institutionnel favorable au développement de l'agro-industrie. Alors que plusieurs dispositions de cet accord portent principalement sur les minerais critiques, l'analyse montre que les mêmes mécanismes peuvent être mobilisés pour soutenir des investissements agricoles structurants.

Les Parcs agro-industriels régionaux (PAIR) sont proposés comme les principaux instruments de cette transformation économique. Leur mise en œuvre reposerait sur plusieurs leviers complémentaires, notamment l'identification de zones agro-industrielles bénéficiant d'un régime fiscal spécifique, la création de partenariats public-privé associant les investisseurs américains, le secteur privé

congolais et l'État, ainsi que l'installation d'unités de transformation à proximité des bassins de production.

Cette stratégie nécessiterait également l'amélioration des corridors logistiques, en particulier le corridor de Lobito, ainsi que l'accès à une énergie abondante et compétitive grâce au développement des infrastructures hydroélectriques, notamment le projet Grand Inga.

Plusieurs dispositions de l'accord stratégique entre les États-Unis et la RDC peuvent directement soutenir cette orientation, notamment celles relatives aux projets stratégiques, aux mécanismes de sécurisation et de stabilisation des investissements, au transfert de technologies agricoles et à l'amélioration des infrastructures de transport.

VI. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

L'objectif proposé consiste à réduire de 50 % les importations alimentaires de la RDC dans un délai de dix ans, grâce au développement simultané de la production agricole, de la transformation locale, des systèmes d'information sur les marchés et de la coopération scientifique. Cette cible apparaît cohérente avec les ambitions du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), ainsi qu'avec la stratégie de la FAO relative à la transformation des systèmes alimentaires (FAO, 2023).

Dans cette perspective, plusieurs mesures sont recommandées, notamment le renforcement des partenariats entre les universités congolaises et américaines, le transfert de technologies agricoles telles que les semences améliorées, les systèmes d'irrigation et les équipements de mécanisation, ainsi que la création de centres provinciaux de recherche agronomique.

Il conviendrait également de développer des systèmes communautaires de stockage, d'organiser des banques de semences, de mettre en place des plateformes numériques reliant directement les producteurs aux acheteurs et de promouvoir les marchés agricoles ainsi que les dispositifs de restauration collective.

Ces interventions permettraient non seulement d'améliorer la productivité agricole, mais également de renforcer la résilience des systèmes alimentaires congolais face aux chocs économiques et climatiques (FAO, 2023 ; IFAD, 2024).

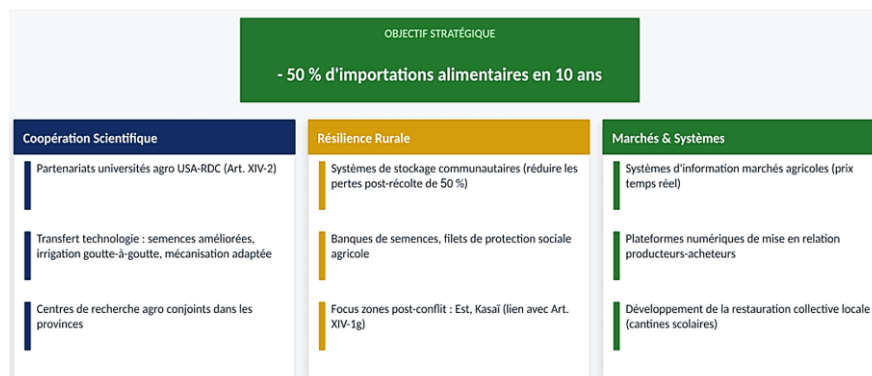


Figure 3. Sécurité alimentaire et souveraineté (tirée de la présentation Orale, Germaine FURAHA M. du 23 juin 2026 à la Conférence sur le Partenariat Stratégique USA-RDC à Hilton Hotel Kinshasa)

VII. MODÈLE DE FINANCEMENT ET FEUILLE DE ROUTE STRATÉGIQUE POUR LA TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE

La transformation agricole proposée ne pourra produire les effets attendus que si elle repose sur un modèle de financement durable associant l'État, les investisseurs privés, les institutions financières internationales et les partenaires stratégiques. À cet effet, l'étude préconise le recours à une approche de financement mixte (Blended Finance), combinant les capitaux publics, les investissements privés, les garanties financières et les mécanismes de coopération internationale. Une telle approche permettrait de réduire les risques supportés par les investisseurs, tout en améliorant l'accès des producteurs aux ressources financières nécessaires à la modernisation de leurs exploitations (OECD, 2023 ; WORLD BANK, 2023).

Les financements devraient cibler en priorité les infrastructures rurales, notamment les routes de desserte agricole, les entrepôts et les plateformes logistiques, ainsi que les systèmes d'irrigation, la mécanisation agricole, les unités locales de transformation, les laboratoires de certification sanitaire et phytosanitaire, les centres d'innovation et de recherche agronomique, de même que les mécanismes de crédit agricole adaptés aux petites et moyennes exploitations.

Cette approche permettrait d'intégrer progressivement les producteurs congolais dans les chaînes de valeur régionales et internationales, tout en renforçant la compétitivité des produits agricoles congolais sur les marchés extérieurs (FAO, 2023 ; IFAD, 2024).



Figure 4. Feuille de Route (Mise en œuvre en trois horizons temporels) (tirée de la présentation Orale, Germaine FURAHA M. du 23 juin 2026 à la Conférence sur le Partenariat Stratégique USA-RDC à Hilton Hôtel Kinshasa)

VIII. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

À la lumière des analyses précédentes, les recommandations suivantes sont formulées afin de consolider la mise en œuvre du partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC dans le domaine agricole :

- Élever l'agriculture au rang de priorité stratégique nationale, au même titre que les secteurs minier, énergétique et industriel ;
- Créer des Parcs agro-industriels régionaux (PAIR) intégrant la production, la transformation, le stockage, la logistique et l'exportation ;
- Développer les chaînes de valeur prioritaires, notamment celles du cacao, du café, de l'huile de palme, de la mangue, de l'ananas, de la noix de cajou, du miel, du gingembre et du moringa, en ciblant particulièrement les marchés nord-américains ;
- Mobiliser des mécanismes de financement mixte (Blended Finance) afin de sécuriser les investissements privés dans les infrastructures agricoles et agro-industrielles ;
- Renforcer la recherche scientifique et l'innovation, notamment par la mise en place de partenariats entre les universités congolaises et américaines, ainsi qu'avec les centres internationaux de recherche agronomique ;
- Moderniser les infrastructures rurales, notamment les routes de desserte agricole, les réseaux énergétiques, les systèmes d'irrigation, les entrepôts et les plateformes logistiques, afin de réduire les coûts de production et de transaction ;
- Mettre en place un système national de certification sanitaire, phytosanitaire et de traçabilité conforme aux normes internationales, afin de faciliter l'accès des produits agricoles congolais au marché américain ;

- Développer les compétences des jeunes et des femmes dans les métiers de l'agro-industrie, de la transformation, de la commercialisation et de l'entrepreneuriat agricole ;
- Valoriser localement les productions agricoles par leur transformation industrielle, afin d'accroître la valeur ajoutée, les exportations et les recettes fiscales ;
- Mettre en place un cadre institutionnel permanent de suivi du partenariat agricole entre les États-Unis et la RDC, chargé d'assurer la coordination entre les pouvoirs publics, les investisseurs, les producteurs et les partenaires techniques.

CONCLUSION

La République démocratique du Congo dispose d'atouts exceptionnels lui permettant d'envisager une transformation économique fondée sur la complémentarité entre ses ressources minières et son potentiel agricole. Si le partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC ouvre de nouvelles perspectives pour la valorisation des minerais critiques, il offre également une occasion historique de repositionner l'agriculture comme un moteur de développement durable, de diversification économique et de souveraineté nationale.

L'analyse montre que le niveau élevé des importations alimentaires de la RDC contraste fortement avec l'étendue de ses terres arables, la richesse de sa biodiversité et les possibilités offertes par les marchés internationaux. Cette contradiction justifie un profond changement de paradigme : l'agriculture ne doit plus être perçue comme un simple secteur d'assistance ou de subsistance, mais comme une industrie stratégique capable de créer des emplois, de renforcer la sécurité alimentaire, d'accroître les exportations et de soutenir l'industrialisation nationale.

La réussite d'une telle stratégie reposera sur une gouvernance efficace, la mobilisation d'investissements structurants, le développement de l'agro-industrie, la modernisation des infrastructures rurales, la promotion de l'innovation scientifique et l'intégration des producteurs congolais dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Elle nécessitera également une participation active du secteur privé, des institutions de recherche, des communautés locales et des partenaires internationaux.

Dans cette perspective, la « revanche du sol sur le sous-sol » ne traduit nullement une opposition entre l'agriculture et les ressources minières. Elle

exprime plutôt la nécessité de rééquilibrer les priorités nationales en faisant du potentiel agricole le complément indispensable de la richesse minière. La combinaison stratégique de ces deux ressources permettrait à la RDC de bâtir une économie plus diversifiée, plus productive, plus résiliente et davantage souveraine.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. (2024). *Perspectives économiques en Afrique 2024*.
- EMBRAPA. (2022). *Brazilian agricultural research and innovation report*.
- FAO. (2023). *The state of food and agriculture 2023*.
- FURAHA, G. (2026, 23 juin). *La revanche du sol sur le sous-sol : De la terre à la puissance* [Communication]. 3^e Grande Conférence internationale du CES-UDPS, Kinshasa, République démocratique du Congo.
- IFAD. (2024). *Rural development report 2024*.
- INTERNATIONAL TRADE CENTRE. (2024). *Trade Map database*.
- OECD. (2023). *Agricultural policy monitoring and evaluation 2023*.
- PORTER, M. E. (1990). *The competitive advantage of nations*. Free Press.
- USDA. (2024). *Foreign Agricultural Service: Global Agricultural Trade System*.
- WORLD BANK. (2023). *Transforming food systems for growth and resilience*.